

Après le succès des mobilisations du 29 septembre Le pouvoir craint notre révolte, donnons-lui raison !

Mardi 29 septembre, les fonctionnaires ont fait grève et manifesté pour des moyens et contre le blocage de leur salaire. Des cheminots, des métallos, des postiers, des salariés de la chimie, du public comme du privé, ont tenu à participer. Les pompiers de tout le pays ont occupé le Champ-de-Mars à Paris pendant deux jours et rejoint par milliers la manifestation de la capitale pour crier leur colère après cet été caniculaire où ils ont été envoyés en première ligne sans moyens. Toute la semaine, des lycéens des quartiers les plus défavorisés ont fait grève ou bloqué leur établissement pour dénoncer leurs conditions d'étude et refuser la sélection par le fric. Oui, il est temps de s'y mettre tous ensemble, non seulement pour empêcher les flics de casser les dents des lycéens, mais pour enfin « vivre et pas survivre » !

La guerre des prix ne se mène pas contre les peuples mais contre les capitalistes

Jeudi 24 septembre, à la télé, Macron a annoncé l'envoi de soldats en Arabie saoudite. Il se justifie en expliquant qu'il fait tout pour contenir les prix de l'essence qui non seulement empêchent bon nombre d'entre nous de faire le plein, mais pèsent sur les prix alimentaires déjà à la hausse.

La guerre pour contenir les prix ? Sauf que la hausse actuelle est un produit de la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran, agression que Macron renforce pour les intérêts des pétroliers français. Notre pouvoir d'achat, il s'en moque !

Il y aurait pourtant des mesures simples : augmenter les salaires, bloquer les prix. Mais cela amputerait les profits des capitalistes et le rôle de Macron est au contraire de leur permettre de gonfler : la France est désormais sur la deuxième marche du podium des dividendes avec 61 milliards d'euros versés aux actionnaires.

Guerre aux plus fragiles

Lecornu prétend économiser 54 milliards sur le prochain budget. Pas en puisant sur ces dividendes, ni dans les 211 milliards d'exonérations et subventions au bénéfice des patrons. Mais en gelant les pensions des retraités, en gelant une nouvelle fois l'indice des fonctionnaires ainsi que les aides au logement ; en faisant la chasse aux arrêts maladie ; en imposant un délai de carence aux travailleurs étrangers pour l'ouverture de droits.

Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics.

Mais pas le ministère des Armées, ni ceux de l'Intérieur ou la Justice qui doivent pouvoir s'en prendre à ces pauvres qui pourraient finir par se révolter.

Ne pas nous contenter de crier notre colère, mais préparer une lutte d'ensemble

C'est bien cette révolte que craint le pouvoir : le spectre des Gilets jaunes lui fait peur, et il a bien raison !

Compter sur l'élection présidentielle pour résoudre au moins une partie de nos problèmes serait un mauvais calcul. D'abord, mai, c'est loin : dans quel état sera notre budget à nous ? Ensuite cela laisserait croire à tous les candidats qui rêvent de gouverner pour le plus grand profit des patrons que nous sommes prêts à attendre patiemment que le « salut » vienne d'en haut.

Nous devons au contraire manifester notre impatience et notre colère par tous les moyens. La journée réussie de mardi dernier ne sera utile que si elle marque le début de la riposte à la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement. Les lycéens poursuivent leur mouvement, qui s'amplifie de jour en jour. Les pompiers ne lâchent rien. On parle d'une nouvelle mobilisation des Gilets jaunes le 17 octobre. Tout ce qui va vers une convergence de toutes les luttes est à prendre.

Nous devons discuter sur nos lieux de travail pour participer à ce qui pourrait devenir un mouvement d'ensemble. Pour nos salaires, pour nos conditions de travail, pour l'avenir de nos enfants, il faut qu'il y ait des suites. Et, si les syndicats se refusent à l'organiser, il nous faudra le faire nous-mêmes.

Laissez faire les spécialistes

Au PAI, la direction vient d'installer d'énormes ventilateurs qui tournent dans tous les sens. Au lieu de profiter de cette agréable brise, certaines mauvaises langues ont dit que c'est au moment de la canicule de juin que nous en avons besoin. Heureusement, la direction a précisé que ces appareils n'avaient rien à voir avec le problème de la chaleur : ce ne sont pas des ventilateurs mais des « brasseurs d'air ». Nous sommes heureux de l'apprendre mais aussi surpris. Pourquoi investir dans le brassage d'air alors que la direction possède déjà toutes les compétences dans ce domaine ?

Fringale estivale

Durant l'été, le RE de Hausbergen était fermé. Pourtant, on n'avait pas l'estomac en vacances. Avec les profits records réalisés par la boîte, c'est sûr qu'on n'aurait aucun moyen de maintenir 2 agents du Casi à Hausbergen pendant la période estivale. Encore une fois à la SNCF on est les champions des économies de bouts de chandelle.

À Caen, les cheminots disent stop

Quelques jours après le déraillement d'un TER entre Caen et Rouen, c'est cette fois sur la ligne de Caen à Rennes qu'un agent de conduite a découvert une éclisse fissurée après un choc anormal sur son train. Lors de la catastrophe ferroviaire de Brétigny en 2013, c'était déjà l'état du réseau ferré et en particulier une éclisse défectueuse qui étaient en cause.

Les collègues ADC et ASCT caennais ont débrayé collectivement pour alerter sur l'état du réseau et envisagent d'abaisser d'eux-mêmes la vitesse des circulations si rien n'est fait.

Face aux irresponsables de la direction, qui n'engagent pas leurs vies et ne sont jamais inquiétés juridiquement, notre sécurité et celle des voyageurs est un combat.

Rouler pour bosser, bosser pour rouler

Les prix des carburants ont augmenté de 100% en un an et demi, à Strasbourg le litre de gazole a frôlé les 3€ la semaine dernière : il faudrait que tous les salaires soient indexés sur ces prix !

Ça aurait aussi le mérite de faire réfléchir les compagnies pétrolières, qui font grimper les coûts de l'essence et du gazole en spéculant et en refusant de prendre sur leurs profits colossaux pour contenir la flambée des prix.

Aujourd'hui dans la rue, demain on continue !

Ce mardi, 3 000 manifestants défilaient dans les rues de Strasbourg dans le cadre de la journée de grève de la fonction publique pour revendiquer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Quelques salariés du privé et quelques cheminots étaient également présents pour revendiquer aux côtés des agents de la fonction publique et faire converger les colères. Le problème des bas salaires et de l'explosion des prix est le même pour tous les travailleurs.

Les jeunes de l'université et des lycées étaient présents en nombre dans la rue, et plusieurs lycées ont été bloqués dès le matin.

Les lycéens poursuivent le mouvement de blocage contre les conditions d'études catastrophiques et le manque de moyens : le prélude à un coup de colère général ?

Grève chez Keolis 3 Frontières

Au nord de la Moselle, les travailleurs de Keolis 3 Frontières se sont mis en grève mardi dernier pour revendiquer de meilleures conditions de travail et des meilleurs salaires. Ils s'opposent aux nouvelles annonces d'économie au sein du groupe alors que leurs locaux sont suffisamment vétustes pour qu'ils attrapent des infections dans les sanitaires. Ils dénoncent aussi la répression syndicale de la direction et les entraves qu'elle essaye de mettre au droit de grève.

Deux semaines après la grève de Keolis en Île-de-France, on voit bien que partout ce sont les mêmes patrons, et partout nous devons mener le même combat !

Un dealleur d'opium du peuple subventionné par les pouvoirs publics

Sur une page de son site internet, le diocèse de Paris rappelle à ses fidèles que les dons sont éligibles à « une réduction d'impôt de 66 % (dans la limite de 20 % de votre revenu imposable) ». Cela signifie que si l'Église catholique parvient à réunir les 27 millions d'euros nécessaires pour couvrir les trois jours du voyage pontifical, les contribuables – catholiques ou non, croyants ou athées, papophiles ou anti-cléricaux – auront directement contribué à ce déplacement à hauteur de 17,8 millions d'euros. Et ces 27 millions d'euros ne comprennent pas les 14 000 policiers, gendarmes et autres militaires mobilisés pour l'occasion et pris en charge intégralement par l'État. De plus la mairie de Paris a fait un geste en mettant gracieusement à la disposition des mitrés les Champs-Élysées, la place de la Concorde ou l'île de la Cité pour un coût estimé entre 1 et 2 millions d'euros. Il est amusant de rappeler que l'article 2 de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État stipule que « la République ne reconnaît, ni salarie et ne subventionne aucun culte ». Un texte sur lequel les gouvernants s'assoient allègrement... quand il s'agit de l'Église catholique.